

## Le projet en chiffres-clés

1.2

MILLIONS  
D'EUROS

24

MOIS D'ACTIVITÉ  
(2022-2024)

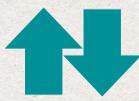
10

EXPERT.E.S  
MOBILISÉ.E.S

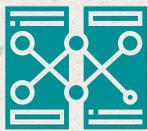
## Les grands types d'activités du projet



UN APPUI DES GRANDS  
PORTS MARITIMES  
FRANÇAIS



UNE APPROCHE  
BOTTOM-UP ET  
PARTICIPATIVE



UNE APPROCHE  
COMPARATIVE



DES FORMATIONS  
CIBLÉES



DES VISITES D'ÉTUDES

## Les acteurs du projet

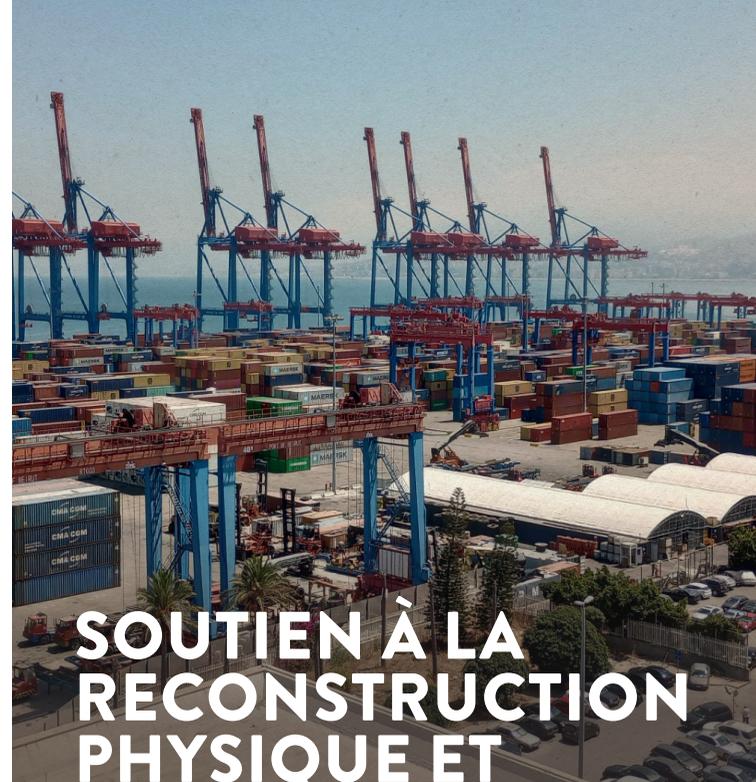
Financé par le ministère de la Transition écologique en charge des Transports, le ministère de l'Economie et des Finances et l'Agence française de développement, ce projet est mis en œuvre par Expertise France.

Dans une logique de partenariat méditerranéen, un rapprochement du Port de Beyrouth et du Grand Port Maritime de Marseille-Fos est soutenu. HAROPA – Port du Havre contribue aux composantes relatives à la sûreté et à la sécurité portuaire.

Ce projet bénéficie au ministère des Travaux publics et des Transports libanais ainsi qu'au Comité de gestion et d'exploitation du Port de Beyrouth (GEPB). D'autres organismes étatiques sont ciblés, à l'image des organismes en charge de la sûreté et de la sécurité portuaire (forces armées libanaises, sûreté générale, douanes, protection civile).

**Expertise France** est l'agence publique de conception et de mise en œuvre de projets internationaux de coopération technique. Elle intervient autour de 4 axes prioritaires : gouvernance démocratique, économique et financière; sécurité internationale, stabilité et paix ; développement durable; santé et développement humain. Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.

[www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)



# SOUTIEN À LA RECONSTRUCTION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE DU PORT DE BEYROUTH



APPUYER LA RECONSTRUCTION DU PORT  
DE BEYROUTH, PILIER DE L'ÉCONOMIE  
LIBANAISE

Depuis 2019, le Liban est confronté à une crise politique et socio-économique-politique et économique profonde, aggravée par la pandémie de COVID-19 et l'explosion survenue au port de Beyrouth le 4 août 2020. Suite à l'explosion et après une première mobilisation d'urgence, Expertise France a été sollicitée en octobre 2020 par la Mission interministérielle pour la coordination du soutien international au Liban pour réunir une équipe pluridisciplinaire d'experts pouvant identifier les besoins pour la reconstruction du Port de Beyrouth.

Le projet répond à trois objectifs :

- 1) Appuyer la réforme générale de la gouvernance portuaire et les réflexions stratégiques relatives à la reconstruction du Port de Beyrouth.
- 2) Renforcer la sûreté et la sécurité portuaire, atouts économiques et commerciaux majeurs.
- 3) Accompagner le renforcement des capacités informatiques des douanes, acteurs essentiels de la reprise économique.

## Contexte et objectifs de notre appui

Impactant une large partie des infrastructures du Port de Beyrouth, l'explosion du 4 août 2020 a fortement perturbé les activités économiques et aggravé une situation déjà critique au Liban. Le port de Beyrouth est un maillon stratégique par lequel transitaient 80% des importations et exportations du pays avant l'explosion, et plus de 60% en 2021. L'équipe France est mobilisée aux côtés du Port, véritable pilier de l'économie libanaise, afin d'en appuyer la reconstruction, physique et institutionnelle.

Les défis sont multiples. Le Port de Beyrouth est actuellement géré par le comité provisoire de gestion et d'exploitation du Port de Beyrouth (GEPB) lequel dispose d'une relative autonomie vis-à-vis des autorités libanaises mais ne constitue pas une autorité portuaire à proprement parler. Son statut complexe et unique en son genre, initialement pensé comme provisoire, n'a pas été révisé depuis la création du comité dans les années 1990. Une réforme d'ensemble de la structure gérant le Port de Beyrouth est désormais envisagée, avec un appui technique international.

En outre, il est apparu essentiel de renforcer la sûreté et la sécurité portuaire afin de permettre au Liban de répondre aux normes internationales. Un port qui assure la sécurité des marchandises et des personnes est considéré comme digne de confiance et est donc plus attractif. Cela nécessite une étroite collaboration entre le comité GEPB et les agences en charge de la sûreté et la sécurité sur le Port, telles que les Forces armées libanaises, la Sûreté générale, les Douanes et la Protection civile.

Enfin, les infrastructures et équipements des douanes sur le Port ont été largement endommagés par l'explosion. Étant donné le rôle clé de ces dernières pour la reprise économique, la France appuie également le renforcement de leurs capacités informatiques.

Expertise France est en charge de la coordination des divers volets d'assistance technique, articulés autour de trois enjeux :

### 1. Appuyer les réflexions relatives au réaménagement du Port et à la réforme de la gouvernance portuaire

- Organisation de missions d'assistance technique quant aux besoins de réaménagement du Port
- Réalisation d'études comparatives sur les divers modes de gouvernance et d'exploitation portuaire
- Favorisation d'un échange d'expérience entre les ports de Beyrouth et de Marseille
- Formalisation d'un partenariat entre les ports de Beyrouth et de Marseille

### 2. Renforcer la sûreté et la sécurité portuaire

- Accompagnement à la mise en conformité du Port de Beyrouth aux normes internationales de sûreté et de sécurité portuaire
- Réalisation de missions de diagnostics sur les besoins en matière de sûreté et de sécurité portuaire
- Organisation de formations aux standards internationaux en matière de sûreté et de sécurité portuaire
- Favorisation d'un échange d'expérience entre le Port de Beyrouth d'une part et les Ports de Marseille et du Havre de l'autre
- Réalisation d'une évaluation de sûreté portuaire

### 3. Accompagner le renforcement des capacités informatiques des douanes

- Don d'un scanner mobile français aux douanes libanaises et suivi de son utilisation
- Déploiement d'un expert douanier chargé de faire du conseil
- Renforcement des capacités informatiques à travers la mise à jour du logiciel de dédouanement

